RTFLASH
Recherche & Technologie

Publié sur ***www.rtflash.fr*** (https://www.rtflash.fr)

Après la COP 21, tout reste à faire !

Par ***mogirard***
Créé le ***15/01/2016 - 00:00***

Edito : Après la COP 21, tout reste à faire !

Jeudi, 14/01/2016 - 23:00 1 commentaire

- Diminuer la police
- Augmenter la police
- Imprimer
- Version PDF

-
- Tweeter
-
-

2 avis :

zoom

Le 12 décembre dernier, à Paris, les 195 états participant à la COP21 sont parvenus à un accord qui peut être qualifié d?historique pour lutter contre le réchauffement climatique sans précédent en cours. Dans le texte, l?accord est plus ambitieux que l?objectif initial de la COP21, qui visait à contenir le réchauffement sous le seuil des 2°C. Il prévoit de le maintenir « bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels » et de « poursuivre les efforts pour limiter la hausse des températures à 1,5°C ». Et ce « en reconnaissant que cela réduirait significativement les risques et impacts du changement climatique ».

A plus long terme, « dans la seconde moitié du siècle », l?objectif est de parvenir à « un équilibre » entre les émissions d?origine anthropique et leur absorption par des puits de carbone (océans, forêts ou, sans que le texte le formule explicitement, enfouissement du CO2). Rappelons que le Groupe d?Experts Intergouvernemental sur l?Evolution du Climat (GIEC) a confirmé, après plusieurs études convergentes, l?objectif de baisser de 40 % à 70 % les émissions mondiales d?ici à 2050, pour éviter un emballement climatique incontrôlable.

L?accord final est bien sûr le fruit d?un inévitable et difficile compromis entre pays développés et pays émergents et précise que les efforts doivent être accomplis « sur la base de l?équité », et qu?« un soutien doit être apporté aux pays en développement » par les nations économiquement plus avancées.

Pour prendre en compte la « dette climatique », les pays du Nord ont promis à ceux du Sud, en 2009, de mobiliser en leur faveur 100 milliards de dollars (91 milliards d?euros) par an, d?ici à 2020. Le texte confirme ce montant mais en fait un plancher, qui est donc appelé à être relevé. De plus, « un nouvel objectif chiffré collectif » d?aide financière devra être présenté « avant 2025 ».

L?accord trouvé à Paris souligne que les contributions initialement prévues et déterminées au niveau national préalablement annoncées par les Etats, c?est-à-dire leurs promesses de réduction d?émissions de gaz à effet de serre, étaient nettement insuffisantes pour contenir le réchauffement à un maximum de 2°C, puisqu?à ce jour, l?ensemble de ces promesses de réduction nous placerait sur une trajectoire de réchauffement d?environ 3°C, au lieu des 1,5° prévus par l?accord comme seuil maximal de réchauffement supportable.

Pour entrer en vigueur en 2020, l?accord devra être ratifié, accepté ou approuvé par au moins 55 pays représentant au moins 55 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Mais, « à tout moment après un délai de trois ans à partir de l?entrée en vigueur de l?accord pour un pays », celui-ci pourra s?en retirer, sur simple notification. Soulignons que pour la première fois, le devoir des États à « respecter, promouvoir et prendre en compte les droits humains » est inscrit dans le préambule de l?accord.

Au-delà de son contenu, qu?on pourra toujours trouver décevant ou insuffisant, cet accord marque véritablement un tournant car il pousse chaque pays à repenser sa politique dans tous les sujets : transports, logement, agriculture, industrie, écosystèmes, en y intégrant l?objectif d?adaptation et de réduction des émissions. Cet accord a également enclenché une dynamique économique, scientifique, sociale et industrielle qui est irréversible et va bien au-delà de sa dimension politique.

Au niveau des Etats, les gouvernements s?engagent ainsi à doubler, sur cinq ans, le budget alloué à la recherche et développement dans ce secteur. La France, par exemple, concentrera ces moyens supplémentaires sur les technologies de stockage de ces énergies propres et les innovations en matière de captage et de stockage de CO2, gaz à effet de serre dont les émissions sont la cause principale du réchauffement planétaire.

Autre changement tout à fait considérable et pas assez souligné, le secteur privé a également décidé de s?engager massivement dans ce combat climatique : Bill Gates a ainsi présenté à Paris la « Breakthrough Energy Coalition » (Coalition pour des avancées majeures dans l?énergie) qui regroupe déjà une trentaine d?investisseurs influents, parmi lesquels les grands noms de l?économie numérique comme les Américains Jeff Bezos (Amazon) et Mark Zuckerberg (Facebook), le Chinois Jack Ma (Alibaba) ou le Français Xavier Niel (Iliad). Le montant précis du fonds de la Breakthrough Energy Coalition n'est pas encore connu mais ses objectifs sont clairs « Une énergie largement disponible et fiable, à un prix abordable et qui ne produit pas de carbone ».

L?initiative privée de Bill Gates s'est associée avec Mission Innovation, une initiative de 20 pays s'engageant à doubler leurs investissements dans la recherche pour des énergies propres d'ici à 2020, pour atteindre un niveau de 20 milliards de dollars. Cinq secteurs seront privilégiés : l'électricité, les transports, l'industrie, l'agriculture et l'efficacité des systèmes énergétiques. « Les énergies renouvelables que nous avons actuellement ont beaucoup progressé, mais au vu de l'ampleur du défi qui nous attend, nous avons besoin d'explorer de nombreuses autres options, et inventer de nouvelles approches », estime Bill Gates.

Ce basculement du secteur économique et financier est confirmé par de nombreux acteurs, comme Benoit Leguet, directeur général d?I4CE, un think tank dédié à l?économie du climat, qui souligne « Jamais je n?ai vu autant d?acteurs financiers majeurs qu?à Paris, non seulement dans les événements

externes mais aussi dans la zone consacrée aux négociations ». Pierre Ducret, président d?I4CE et en charge de la COP21 pour la Caisse des dépôts, souligne pour sa part que la finance mondiale a bien reçu le message de la COP21 qui est « qu?à la fin du siècle, la planète doit être neutre en carbone ».

Pour Pascal Canfin, futur directeur du WWF France, « Le prix du carbone doit être différencié selon les zones géographiques et les secteurs pour avoir vraiment de l?effet. Il souligne que « 75 % de l?économie mondiale sera couverte par une tarification du carbone en 2018. Cela prend des formes aussi variées que la taxe charbon en Inde, le (futur) marché carbone en Chine ou d?autres dispositifs règlementaires sur le charbon comme aux Etats-Unis. C?est un bon moyen de mesurer la transformation en profondeur de l?économie ». Charlie Thomas, responsable de la stratégie d?Investissement Environnemental et Durable chez Jupiter AM, confirme également la rupture que constitue l?accord de Paris en matière d?intégration de la « valeur-carbone » dans la finance et l?économie.

Selon l?Agence Internationale de l?Energie notamment, entre 8 000 et 14 000 milliards de dollars (soit 550 milliards dollars par an) seraient investis au niveau mondial d?ici 2035 pour répondre à la demande croissante et pour atteindre les objectifs de décarbonisation. « Au final, cela devrait faire croître l?utilisation des énergies renouvelables à près de 60 % des sources mondiales d?énergie, l?utilisation des énergies fossiles tombant à 40 », souligne le gérant.

Il faut également mettre en avant les 2 000 engagements d?entreprises et les 400 engagements d?investisseurs qui figurent sur la plate-forme NAZCA (pour Zone des Acteurs Non-étatiques pour l?Action pour le Climat) qui centralise et simplifie l?information sur les engagements climat des villes, des régions, des entreprises et des investisseurs. NAZCA regroupe déjà 1 158 entreprises engagées volontairement à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre ou à améliorer leur efficacité énergétique.

Au total, le Plan d?Actions Lima-Paris (LPAA) et sa plate-forme NAZCA ont déjà réorienté les engagements climatiques de plus de 7 000 villes, y compris les plus vulnérables au changement climatique, dans plus de 100 pays avec une population totale de 1,25 milliard de personnes et environ 32 % du PIB mondial (12 500 milliards de dollars). Du coté des acteurs économiques, ce sont plus de 5 000 entreprises provenant de plus de 90 pays qui représentent ensemble une majorité de la capitalisation boursière mondiale et plus de 38 billions de chiffre d?affaires qui se sont résolument engagées dans le combat contre le réchauffement climatique en affichant des objectifs précis et en annonçant des plans d?actions.

Parallèlement à cette dynamique très encourageante, le mouvement de décrue des investissements en faveur des énergies fossiles s?accélère : selon l'association Divest-Invest, il concernait en septembre dernier 2 600 milliards de dollars d?actifs à travers le monde, 50 fois plus qu'il y a seulement un an. Evoquant ce mouvement de grand ampleur, Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a déclaré « La reconnaissance des mesures prises par les entreprises, investisseurs, villes et régions est l?un des résultats clés de la COP 21. Associée au Plan d?Actions, la vague d?actions montre que le monde prend la direction inévitable d?un monde durable et bas carbone. »

Cette rupture économique et financière visant à pénaliser les énergies fossiles et à les rendre moins attractives a été très bien soulignée lors de la COP21 par John Key, le Premier ministre néo-zélandais, qui a rappelé à Paris que « Plus d'un tiers des émissions mondiales de CO2, entre 1980 et 2010, ont été causées par les subventions aux combustibles fossiles. Leur élimination représenterait un septième de l'effort nécessaire pour atteindre notre objectif de 2°C ».

Depuis deux ans, une trentaine de pays à travers le monde ont entrepris de réduire leurs soutiens au pétrole, au charbon et au gaz. Parmi les exemples les plus récents, on peut citer l?Inde où les

subventions au diesel ont été supprimées en 2014 avec à la clé une économie de 10 milliards de dollars. Outre-Atlantique, le Mexique a également supprimé son système d?aides variables aux carburants, économisant 16 milliards de dollars entre 2012 et 2014. L?Égypte a aussi augmenté les prix du carburant de 78 % en 2014 et va doubler les prix de l'électricité au cours des cinq prochaines années. Enfin l'Iran a augmenté les prix de l'essence de 75 % en avril dernier.

Début 2015, une étude britannique a fait sensation au niveau mondial en montrant que l?homme, pour maintenir le réchauffement climatique dans la limite des deux degrés, doit absolument limiter ses émissions de CO2 à environ 1 100 milliards de tonnes (gigatonnes), après en avoir déjà consommé 2 000. Les émissions que générerait l?usage des réserves d?énergies fossiles encore disponibles et techniquement récupérables sont évaluées par l?étude à 2 900 gigatonnes. L'originalité de l'étude des deux chercheurs, Christophe McGlade et Paul Ekins, de l'University College London, est d'avoir quantifié le « sacrifice » nécessaire, en fonction des pays ou ensembles de pays.

Ces travaux montrent que la Chine et l?Inde devront éviter d?exploiter près de 70 % de leurs réserves de charbon, et l?Afrique presque 90 %. L?Europe renoncera à 78 %, les Etats-Unis à 92 %. « Ces résultats montrent qu?il faut transformer complètement notre compréhension de la disponibilité des énergies fossiles », insiste l?étude qui souligne que 35 % des réserves de pétrole, 52 % de gaz et 88 % de charbon doivent rester sous terre (Voir Nature).

Au total , et traduit en équivalent-carbone, ce sont donc 80 % des réserves exploitables de combustibles fossiles qu?il faut laisser sous terre, comme le souligne avec force le climatologue et Nobel Jean Jouzel qui ajoute que l?Humanité doit absolument parvenir à diminuer de moitié ses émissions globales de gaz à effet de serre d?ici le milieu de ce siècle pour avoir une chance d?éviter un dérèglement incontrôlable du climat mondial.

Et pour ceux qui ont encore des doutes sur la réalité du réchauffement climatique et son rythme sans précédent depuis au moins 800 000 ans, l?agence atmosphérique et océanique américaine (NOAA), dont le sérieux scientifique est reconnu, vient d?annoncer que la température moyenne à la surface des terres avait excédé cette année de 0,87 degré la moyenne du XXème siècle (14°), atteignant le plus niveau de température jamais enregistré depuis 1880. Au même moment, une autre étude révélait que la température moyenne de l?air en Arctique avait augmenté de trois degrés depuis 1900 et que la surface moyenne de la banquise arctique avait régressé de 29 % au cours des 30 dernières années?

Heureusement, certaines inflexions récentes montrent qu?une rupture énergétique et économique au niveau mondial a bel et bien commencé : l?AIE a ainsi révélé le 18 décembre dernier que la consommation mondiale de charbon, énergie fossile la plus émettrice de CO2, va fortement ralentir jusqu'en 2020 en raison d'une diminution de la demande chinoise et de la montée en puissance des énergies renouvelables.

Selon l?AIE, le monde devrait consommer 5,8 milliards de tonnes de charbon en 2020, ce qui représente une baisse de plus de 500 millions de tonnes par rapport aux estimations précédentes. Après avoir atteint 3,3 % par an entre 2010 et 2013, la croissance de la demande mondiale va ainsi ralentir à une moyenne annuelle de 0,8 % jusqu?en 2020, et la part relative du charbon dans la production d?électricité va diminuer, passant de 41 à 37 %. L?AIE souligne que « Pour la première fois depuis les années 1990, la croissance de la demande mondiale de charbon a été stoppée en 2014 », constate l?agence, estimant même « probable » un repli cette année.

Le cabinet Bloomberg New Energy Finance (BNEF) se montre encore plus optimiste et, dans son dernier rapport, prévoit une croissance des nouvelles énergies renouvelables encore plus rapide que celle

imaginée par l?AIE. Selon ce cabinet très réputé, en 2030, les capacités en renouvelables dépasseront largement le parc installé en énergies fossiles, leur part passant de 40 à 60 %. Cette rupture énergétique majeure, rendue possible par une baisse accélérée des coûts de production des énergies propres, se traduira, au niveau des investissements : sur les 7700 milliards de dollars investis dans les capacités de production, 5100 milliards le seront dans les énergies vertes !

Parallèlement à l?action des états et des entreprises, le rôle des villes dans la lutte contre le réchauffement climatique est déterminant : les zones urbaines abritent plus de 50 % de la population mondiale ? les deux tiers en 2050 ? et génèrent 70 % des émissions de carbone. Un millier de maires et d'élus locaux du monde entier réunis le 4 décembre dernier à Paris se sont déclarés prêts, dans une déclaration commune, à ?uvrer pour un objectif de 100 % d'énergies renouvelables dans leurs villes d'ici à 2050.

A l?issue du sommet qui se tenait en marge de la COP21, les élus se sont engagés à « réduire de 3,7 gigatonnes les émissions annuelles de gaz à effet de serre dans les zones urbaines d?ici 2030 », ce qui représente 30 % de la différence prévue entre les engagements nationaux actuels et les niveaux d?émissions recommandés par la communauté scientifique pour limiter le réchauffement à 2°C. Ils se sont aussi engagés à « soutenir des objectifs ambitieux en faveur du climat, telle la transition vers une énergie 100 % renouvelable ou une réduction de 80 % des émissions de gaz à effet de serre d?ici 2050 ».

Autre indication d?une mutation économique majeure au niveau mondial, le 10 octobre dernier, Christine Lagarde, Directrice du FMI, a rappelé avec force qu?au-delà de ses effets environnementaux, une taxe carbone est économiquement intéressante car les montants ainsi recouvrés peuvent être mobilisés pour combattre la précarité énergétique ou pour alléger d?autres prélèvements obligatoires néfastes pour la croissance.

Christine Lagarde rappelle avec raison que de récentes études économiques ont montré que la redistribution judicieuse du produit d?une taxe carbone équivalent à 1 % du PIB sous forme de baisses de cotisations sociales plutôt que de dépenses publiques supplémentaires, permettrait de dégager entre 0,1 % et 0,5 % de PIB supplémentaire, sans aggraver le déficit public.

Le prix Nobel d?économie Joseph Stiglitz propose pour sa part la mise en place d?une tarification mondiale du carbone, que chaque pays pourrait mettre en ?uvre sur son territoire comme il l?entend : par des réglementations contraignantes, par un marché d?émissions ou par une taxe carbone? En parallèle, Stiglitz préconise également de mettre en place une taxe carbone aux frontières, afin que les pays fassent payer le coût en carbone des biens qu?ils importent. En outre, les pays qui ne répondraient pas à ces exigences de réduction des émissions verraient leurs produits taxés aux frontières, en fonction de leur coût excessif en carbone.

Ces propositions de Joseph Stiglitz rejoignent celles formulées en juin dernier par la commission de réflexion, présidée par Pascal Canfin et l'économiste Alain Grandjean, qui propose notamment de mettre en place un "corridor carbone" avec une fourchette de prix cible comprise entre un minimum de 15 dollars la tonne de CO2 avant 2020 et augmentant jusqu'à atteindre 60 à 80 dollars en 2040. Cette solution aurait l'avantage de permettre une souplesse suffisante d?adaptation pour des pays présentant des niveaux de développement différents. Cette commission demande également, de manière cohérente, la sortie progressive des subventions massives aux énergies fossiles, en profitant de l' « opportunité historique » de la baisse récente des prix du pétrole.

L?accord international trouvé à l?issue de la COP21 marque donc, j?en suis convaincu, le début d?une mutation majeure de civilisation qui pourrait être beaucoup plus rapide que prévu et va nous faire basculer dans un nouveau monde avant le milieu de ce siècle. Cette perspective me semble d?autant plus

réaliste que les « feuilles de route » et scénarii des différentes instances économiques et gouvernementales reposent sur les extrapolations des évolutions énergétiques en cours et n?intègrent pas les très probables ruptures technologiques de premier ordre qui risque de bouleverser encore davantage notre paysage énergétique mondial au cours de ces 20 prochaines années.

Mais le signe le plus encourageant et le plus indicateur de l?irrésistible transformation mondiale qui se déroule sous nos yeux est bien qu?à présent cette problématique de la lutte contre le réchauffement climatique a cessé d?être l?apanage de quelques experts gouvernementaux et d?un aéropage de scientifiques et a été prise à bras-le-corps par la société civile tout entière et par l?ensemble des responsables et décideurs économiques, financiers, sociaux et culturels de la planète. C?est sans doute ce changement décisif dans l?échelle de la prise de conscience et de la prise de décision qui va nous permettre, même si ce défi climatique reste immense et que rien n?est joué, de jeter les bases d?une nouvelle civilisation durable dans laquelle l?environnement sera à la fois le moteur du développement économique et le patrimoine commun de l?Humanité à préserver.

René TRÉGOUËT

Sénateur honoraire

Fondateur du Groupe de Prospective du Sénat

Noter cet article :

Recommander cet article :

-
- Tweeter
-

- **Nombre de consultations :** 293
- **Publié dans :** Climat
- **Partager :**
  - Facebook
  - Viadeo
  - Twitter
  - Wikio

Climat : énergie atmosphère Canfin carbone charbon Climat CO2 COP économie effet de serre états finance fossiles Gates gaz nucléaire pays Pétrole réchauffement renouvelables soleil Stiglitz villes

---

URL source: https://www.rtflash.fr/apres-cop-21-tout-reste-faire/article